

Unité Interdépartementale 25-70-90

Besançon, le 10 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



SCE

Lieu-dit Les Escorchevaches
25240 MOUTHE

Références : UID257090/SPR/YR/CN 2022 – 0610B

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2022 dans l'établissement SCE implanté Lieu-dit Les Escorchevaches 25240 MOUTHE. L'inspection a été annoncée le 23/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCE
- Lieu-dit Les Escorchevaches 25240 MOUTHE
- Code AIOT dans GUN : 0005901568
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière de Mouthe, exploitée par la société SCE, est une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires.

Les installations contrôlées sont les fronts de taille, le carreau et les stocks de matériaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cette inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle. L'inspection a porté sur le respect de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2018.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 3.1.2	/	Sans objet
Commission locale de concertation et suivi	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 3.3.1	/	Sans objet
Stationnement des engins sur aire étanche	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 5.2.8	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 8.2.2	/	Sans objet
Surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 9.2.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 2.1.2	/	Sans objet
Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 2.3.1	/	Sans objet
Surveillance des niveaux de vibration	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 9.2.4	/	Sans objet
Plan d'exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière n'ayant pratiquement pas été exploitée depuis le renouvellement de l'autorisation par arrêté du 25/10/2018, seul un tir de mine a été réalisé en septembre 2021, l'exploitant n'a pas mis en place les aménagements devant être réalisés les premières années de l'autorisation.

Les aménagements prévus par l'arrêté du 25/10/2018 (accès, aire étanche, réserve incendie, ...) devront être réalisés avant toute nouvelle activité sur la carrière.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 2.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Niveaux de production
Prescription contrôlée : Le volume total de matériaux valorisables autorisé à extraire et à traiter est de 414 700 m ³ de calcaires de formation du Kimméridgien supérieur et du Portlandien, soit 912 340 tonnes (densité 2,2). Sur une période correspondant à chaque phase, la moyenne annuelle de quantité de matériaux extraits ne dépasse pas 70 000 tonnes par an. Les matériaux sont abattus par tirs de mines, puis repris au pied du front de taille par des engins de chantier pour être acheminés vers l'installation de traitement ou une installation de stockage. En sortie de traitement, les matériaux sont acheminés vers une installation de stockage dans l'attente d'être chargé dans un camion de livraison pour livrer les produits à l'extérieur du site. La quantité de déchets inertes maximale annuelle admissible est limitée à 30 000 tonnes. Ces déchets sont soit commercialisés après tri et le cas échéant traitement mécanique, soit utilisés en tant que remblais dans le cadre de la remise en état du site. Les déchets inertes produits par l'exploitation de la carrière (stériles) sont utilisés pour les aménagements et le réaménagement de la carrière.
Constats : La carrière de Mouthe est très faiblement exploitée, depuis la prise du nouvel arrêté d'autorisation en date du 25 octobre 2018, un seul tir de mine a eu lieu sur la carrière en 2021 et aucune campagne de concassage n'a été réalisée. L'exploitant déclare sa production annuelle de granulats sur le site GEREP, la production (très faible) est conforme aux quantités autorisées par l'arrêté. La carrière n'a pas reçu de déchets inertes extérieurs au site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 2.3.1
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant, préalablement à la mise en activité de la carrière, constitue des garanties financières d'un montant au moins égal à celui indiqué dans le tableau ci-dessous Pour la phase 1 (5 ans) le montant minimal est de 61 969 euros.
Constats : Un acte de cautionnement montre la constitution de garanties financières pour un montant de 61 969 Euros. La caution prend effet le 20 novembre 2018 et se termine le 25 octobre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 3.1.2
Thème(s) : Autre, Aménagements préliminaires
Prescription contrôlée : La mise en exploitation de la carrière est conditionnée à : <ul style="list-style-type: none">- la réalisation préalable d'une voie d'évitement conforme aux normes de l'aménagement des carrefours interurbains sur les routes principales en bordure de la route départementale n° 437 dans le sens Petite-Chaux – Mouthe, afin de limiter le risque d'accident lié au mouvement de tourne-à-gauche en offrant la possibilité d'un évitement par la droite du véhicule tournant à gauche,- l'implantation préalable de part et d'autre de l'accès à la carrière sur la route départementale n°437, de panneaux de signalisation de danger informant de la sortie de camions.
Constats : Aucune activité de concassage de matériaux n'a été réalisée depuis le renouvellement de l'autorisation de la carrière par arrêté préfectoral du 25/10/2018, seul un tir de mine a été réalisé en septembre 2021 pour un volume de matériaux extrait de 800 m3. L'exploitant n'a pas réalisé les aménagements préliminaires concernant les accès à la carrière. Ces aménagements préliminaires devront être réalisés avant toute nouvelle activité sur la carrière, y compris avant les prochains tirs de mines.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Commission locale de concertation et suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 3.3.1
Thème(s) : Autre, Commission locale de concertation et suivi
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une commission locale de concertation et de suivi. Sa composition comprend au minimum un représentant de l'exploitant, un représentant des communes concernées, les riverains et un représentant de chaque association de protection de l'environnement locale. Le préfet et l'inspection de l'environnement sont informés de la tenue de chaque réunion. La commission se réunit au moins une fois par an les deux premières années d'exploitation, puis sur sollicitation d'un des membres de la commission dans la limite maximale d'une réunion par an. La première réunion a lieu entre 15 et 60 jours avant l'ouverture programmée de la carrière. L'exploitant présente lors des réunions les actions menées et programmées pour respecter les dispositions du présent arrêté, les résultats de la surveillance, des suivis et des diagnostics réalisés depuis la précédente réunion.
Constats : Au vu de la très faible activité sur le site, l'exploitant n'a pas mis en place de commission locale de concertation et de suivi. Il a toutefois indiqué qu'il communiquait régulièrement avec les représentants de la commune de Mouthe. Une commission locale de concertation et de suivi doit être réalisée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stationnement des engins sur aire étanche

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 5.2.8
Thème(s) : Risques chroniques, Stationnement des engins sur aire étanche
Prescription contrôlée : Les engins mobiles à roues et à moteurs sont stationnés sur l'aire étanche susmentionnée.
Constats : Il a été constaté l'absence d'aire étanche dans la carrière. Une aire étanche devra être réalisée avant toute nouvelle activité sur la carrière. Les engins mobiles devront stationner sur cette aire étanche.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 8.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours, une réserve d'eau de 30 m ³ pouvant être utilisée pendant une heure et située à une distance de 200 mètres maximum de l'entrée du site, de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers.
Constats : Il a été constaté l'absence d'une réserve d'eau de 30 m ³ . Une aire réserve d'eau incendie devra être mise en place avant toute nouvelle activité sur la carrière.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture de l'extension objet de la présente autorisation et ensuite, à chaque changement de phase d'exploitation. Les points de mesure sont ceux utilisés dans l'étude d'impact de la demande d'autorisation environnementale.
Constats : Aucune activité de concassage n'a été réalisée depuis le renouvellement de la carrière, l'exploitant n'a ainsi pas réalisé de mesure des émissions sonores. Lors de la prochaine campagne de concassage, une mesure des émissions sonores devra être réalisée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance des niveaux de vibration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 9.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Vibration
Prescription contrôlée : Un contrôle des niveaux de vibrations générées lors des tirs des mines est réalisé dès l'ouverture de l'extension objet de la présente autorisation et au moins une fois par an. Lorsque le résultat d'un contrôle des niveaux de vibration est supérieur à 3 mm/s, un contrôle est réalisé au plus tard dans un délai de six mois. Lorsque le résultat d'un contrôle des niveaux de vibration est supérieur à 5 mm/s, un contrôle est réalisé au prochain tir de mines.
Constats : Un tir de mine a été réalisé en septembre 2021. Une mesure des niveaux de vibration a été réalisée au niveau de la ferme la plus proche de la carrière. Lors de ce tir, le sismographe ne s'est pas déclenché et n'a pas détecté de vibrations provenant du tir de mine.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. [...] Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Un plan de la carrière a été établi, sa dernière mise à jour date de décembre 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets d'extraction
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. [...] Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans [...]
Constats : L'exploitant nous a présenté le plan de gestion des déchets d'extraction. Sa dernière mise à jour date de mars 2022. Les déchets d'extraction sont principalement des stériles, qui sont utilisés pour la réalisation des merlons et des pistes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet